

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère)  
hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) -  
Orientation santé mentale et psychiatrie**

**A.Gt 06-03-1995**

**M.B. 18-07-1995**

***modifications:***

A.Gt 03-04-1998 - M.B. 12-08-1998

D. 19-12-2002 - M.B. 08-01-2003

A.Gt 31-03-2011 - M.B. 12-05-2011

D. 11-04-2014 - M.B. 08-07-2014

D. 27-10-2016 - M.B. 18-01-2017

A.Gt 08-11-2001 - M.B. 12-12-2001

D. 17-12-2003 - M.B. 30-01-2004

D. 17-07-2013 - M.B. 21-08-2013

A.Gt 23-03-2016 - M.B. 18-04-2016

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 02 décembre 1957, notamment les articles 49, 57 et 66;

Vu la directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de la libre prestation des services, modifiée par les directives 81/1057/CEE du 14 décembre 1981, 89/595/CEE du 10 octobre 1989, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 04 décembre 1990;

Vu la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées, notamment l'article 6bis;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1957 portant coordination des lois du 29 juillet 1953 et du 27 juillet 1955 sur l'enseignement technique tel qu'il a été modifié;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal n° 541 du 31 mars 1987 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et modifiant l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux des 25 juillet 1959, 09 juillet 1960, 12 mars 1963, 21 décembre 1965, 03 avril 1979, 17 mai 1979, 16 mai 1980, 13 septembre 1982, 1er février 1993 et 06 novembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 09 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux des 13 août 1962, 03 avril 1979, 16 mai 1980, 13 septembre 1982, 1er février 1993 et 06 novembre



1993;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1965 fixant le programme des examens pour l'obtention du brevet d'infirmier et d'infirmière;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure de l'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'Enseignement secondaire tel qu'il a été modifié;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 10 mai 1994;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'organiser sans retard l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section «soins infirmiers» en concordance avec les directives européennes précitées,

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Santé et du Ministre de l'Éducation;

Arrête:

## CHAPITRE Ier - Dispositions générales

### Section 1re - Définitions

*Modifié par A.Gt 31-03-2011 ; D. 17-07-2013*

**Article 1er.** - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- école, tout établissement ou toute partie d'établissement qui dispense un enseignement de plein exercice, classé dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire - section "soins infirmiers".

- section soins infirmiers, catégorie à laquelle appartiennent les établissements qui délivrent les brevets visés à l'article 2 du présent arrêté, conformément aux dispositions qu'il contient.

- orientation, formation durant laquelle une partie déterminée du programme d'une section est accentuée en vue d'accroître une compétence dans un domaine particulier.

- élève régulier, tout élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit pour l'ensemble des cours d'une année d'études déterminée et en suit effectivement et assidûment les cours et stages dans le but d'obtenir, s'il échet, à la fin de l'année scolaire, les effets de droits attachés à la sanction des études.

L'élève perd sa qualité d'élève régulier dans les conditions prévues aux articles 84 et suivants du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. *[alinéa remplacé par D. 17-07-2013]*

- jury, le jury constitué par la Communauté française et chargé de l'organisation des examens et de l'examen final menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) ou du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie. Le jury visé à la section I du chapitre IV ne répond toutefois pas à la présente définition.

- conseil de classe, ensemble des membres du personnel enseignant qui, présidé par le Chef d'établissement ou par son délégué, est chargé de former un groupe donné d'élèves et de déterminer si sont atteints les critères de réussite fixés par le présent arrêté.

Le conseil de classe se réunit conformément aux articles 95 et 96 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre *[alinéa remplacé par D. 17-07-2013]*

- épreuve, opération de contrôle portant sur une partie déterminée du

programme d'une année d'études. L'épreuve préparatoire visée à l'article 4 et au chapitre IV ne répond toutefois pas à la présente définition.

- examen, ensemble des épreuves d'une année d'études à l'exclusion de celles de la dernière année d'études.

examen final, ensemble des épreuves de la dernière année d'études.

- stages, également appelé «enseignement clinique» dans la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles : le volet de la formation par lequel l'élève apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'élève apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité. *[alinéa remplacé par D. 17-07-2013]*

- enseignement théorique et pratique : périodes de formation suivies par l'étudiant au sein de l'établissement scolaire pour acquérir les connaissances, la compréhension et les compétences nécessaires pour organiser, dispenser et évaluer les soins globaux de santé comme stipulé dans l'article 31, 4, de la Directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005. *[inséré par D. 17-07-2013]*

- rapport de soins, document rédigé par les élèves ou les candidats au jury, destiné à fournir la preuve de l'acquisition d'une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers.

- décision d'équivalence, décision rendue en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers et de son arrêté d'application du 20 juillet 1971 ;

## Section 2. Du programme et de la sanction des études

### *Modifié par A.Gt 31-03-2011 ; D. 17-07-2013*

**Article 2. - § 1er.** Les études menant à l'obtention des brevets d'infirmier(e) hospitalier(e) et d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie comportent trois années d'études dont l'annexe I fixe les objectifs finaux et intermédiaires et l'annexe II, le programme minimum.

**§ 2.** Une année d'études comporte quarante semaines de trente-huit périodes et demie de cinquante minutes. *[remplacé par D. 17-07-2013]*

**§ 3.** La formation comporte au total 2.240 périodes d'enseignement clinique réparties comme suit :

- 640 périodes en 1ère année, 760 périodes en 2ème année et 840 périodes en 3ème année.

**§ 3bis.** La réalisation encadrée des rapports de stages telle que prévue à l'article 10 du présent arrêté constitue un volume de prestations équivalent à une période et demie par semaine. L'enseignement clinique représente donc 2420 périodes d'enseignement. *[ajouté par D. 17-07-2013]*

### *Remplacé par D. 17-07-2013*

**§ 4.** Dans les écoles, la formation comporte 2 080 périodes d'enseignement théorique et pratique. La réalisation encadrée d'un travail de synthèse tel que prévu à l'article 11, § 2 du présent arrêté constitue un volume de prestations évalué à une période par semaine. L'enseignement théorique et pratique au sein de l'école représente donc 2200 périodes d'enseignement, réparties comme suit :

	1re	2e	3e
Sciences infirmières	480	360	320
Sciences fondamentales	160	200	120
Sciences sociales	40	40	40
Au choix de l'établissement	120	80	120
Méthodologie, travaux personnels et recherche	40	40	40
<b>TOTAL</b>	840	720	640

**§ 5.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions ou son délégué peut autoriser une école à organiser une ou plusieurs classes d'une année d'études selon un horaire décalé à la condition que le nombre total de classes de l'année d'études concernée ne soit pas supérieur à celui qui résulte de l'application des normes de dédoublement et que les dispositions du présent arrêté soient intégralement appliquées aux classes dotées de l'horaire décalé.

**Article 3. - § 1er.** Une attestation de réussite établie conformément aux modèles fixés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est délivrée aux lauréats des examens des 1ère et 2ème années d'études et de l'examen final.

*Modifié par D. 17-07-2013 ; A.Gt 23-03-2016 ; A.Gt 27-10-2016*

**§ 2.** Les brevets visés à l'article 2 dont les modèles sont fixés par le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions, sont délivrés par les écoles aux lauréats de l'examen final, après avoir été visés par le délégué du ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions.

**§ 3.** Est lauréat celui ou celle qui a satisfait à l'ensemble des conditions de réussite visées au chapitre II.

### Section 3 - Des conditions d'inscription

*Modifié par A.Gt 03-04-1998 ; complété par D. 19-12-2002 ; A.Gt 31-03-2011 ; D. 17-07-2013 ; modifié par A.Gt 27-10-2016*

**Article 4. - § 1er.** Pour être régulièrement inscrit à la 1ère année d'études dans une école, le candidat doit produire :

1°) un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin du service auquel est affilié l'établissement fréquenté, soit par un médecin du service de santé administratif; [remplacé par D. 17-07-2013]

2°) un extrait de casier judiciaire modèle 2, ou un document équivalent émanant d'une autorité étrangère; [remplacé par D. 17-07-2013]

3°) un des titres suivants :

a) certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur ou en alternance ; [ajouté par D.17-07-2013]

b) certificat d'études de 6ème année d'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou en alternance ;

c) certificat attestant la réussite de l'examen d'admission présenté devant un jury tel que décrit au chapitre IV, section 1<sup>re</sup>, du présent arrêté;

d) certificat attestant la réussite de l'épreuve préparatoire prévue au chapitre II de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière ;

e) décision d'équivalence à l'un des titres visés ci-dessus ;

f) à titre conservatoire, le brevet de puéricultrice obtenu avant le 30 juin



1987 ou l'attestation de réussite de 6<sup>ème</sup> année d'enseignement secondaire professionnel de plein exercice obtenue avant le 30 juin 1985.

g) certificat correspondant au certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (secteur du service aux personnes) de plein exercice, délivré par l'enseignement de promotion sociale en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 approuvant le dossier de référence de la section «complément de formation générale (code 041600S20D1) en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (secteur du service aux personnes) de l'enseignement de plein exercice.

h) Certificat de qualification d'aide soignant de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification «aide-soignant» délivré à l'issue d'une 7<sup>e</sup> professionnelle «aide-soignant» subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes; *[ajouté par D.17-07-2013]*

i) Certificat de qualification d'aide familial de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification «aide familial» délivré à l'issue d'une 6<sup>ème</sup> professionnelle «aide familial» subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes. *[ajouté par D.17-07-2013]*

**§ 2. [...] Abrogé par D. 27-10-2016**

*Modifié par A.Gt 03-04-1998 ; D. 17-12-2003 ; D. 17-07-2013 ; D. 27-10-2016*

**Article 5. - § 1er.** Pour être régulièrement inscrit à la 2<sup>e</sup> année d'études dans une école, le candidat doit produire :

1<sup>o</sup> soit l'attestation de réussite de la 1<sup>re</sup> année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e),

soit l'attestation de réussite de la 1<sup>re</sup> année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) orientation santé mentale et psychiatrie,

soit l'attestation de réussite de la 1<sup>re</sup> année des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou du Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier sages-femmes,

soit le certificat d'admission à la 2<sup>e</sup> année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers sans crédit résiduel dans les cours de 1<sup>ère</sup> année du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit le certificat d'admission à la 2<sup>e</sup> année d'études de Bachelier en Sages femmes sans crédit résiduel dans les cours de 1<sup>re</sup> année du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit l'attestation de réussite de la première année d'études menant à l'obtention du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique,

ou soit la décision d'équivalence à l'un de ces titres; *[remplacé par D. 17-07-2013]*

2<sup>o</sup> soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : «Infirmier hospitalier : Sciences infirmières I et II», «Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales I et II», «Infirmier hospitalier : Sciences sociales I et II», et précisant qu'il a obtenu au moins 60% des points aux unités de formation : «Stage : Infirmier hospitalier - enseignement clinique d'acquisition Ia et Ib, IIa et IIb.

3<sup>o</sup> soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement



de promotion sociale, des unités de formation : "Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières - Principes et exercices didactiques I et II", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences biomédicales I<sup>re</sup> et II", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales I<sup>re</sup> et II" et "Bachelier en soins infirmiers : Stage d'observation et d'initiation" [inséré par D. 17-07-2013]

**§ 2. . [...] Abrogé par D. 27-10-2016**

*modifié par A.Gt 03-04-1998 ; D. 17-12-2003 ; D. 17-07-2013 ; D. 11-04-2014 ; D. 27-10-2016*

**Article 6. - § 1er.** Pour être régulièrement inscrit à la 3<sup>e</sup> année d'études dans une école, le candidat doit produire :

1° soit l'attestation de réussite de la 2<sup>e</sup> année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e),

soit l'attestation de réussite de la 2<sup>e</sup> année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) orientation santé mentale et psychiatrie,

soit l'attestation de réussite de la 2<sup>e</sup> année des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou du Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier sages-femmes,

soit le certificat d'admission à la 3<sup>e</sup> année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers sans crédit résiduel dans les cours de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>e</sup> années du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit le certificat d'admission à la 3<sup>e</sup> années d'études de Bachelier en Sages femmes sans crédit résiduel dans les cours de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> années du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit un brevet d'assistant(e) en soins hospitalier ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique; [remplacé par D. 17-07-2013 ; D. 11-04-2014

2° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : «Infirmier hospitalier : Sciences infirmières III et IV»,

«Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales III et IV», «Infirmier hospitalier : Sciences sociales III et IV», et précisant qu'il a obtenu au moins 60% des points aux unités de formation : «Stages : Infirmier hospitalier - enseignement clinique d'acquisition III et IV.

3° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : "Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières - Principes et exercices didactiques III et IV", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences biomédicales III et IV", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales III et IV" et "Bachelier en soins infirmiers : Stages d'acquisition I<sup>re</sup> et II" [inséré par D. 17-07-2013]

**§ 2. [...] Abrogé par D. 27-10-2016**

## CHAPITRE II - Des examens et des conditions de réussite

### Section 1 - Au jury

**Articles 7 et 8. - [...] Abrogés par D. 27-10-2016**

### Section 2 - Dans les écoles

**Article 9. -** Les examens et l'examen final comportent :

1° - les épreuves théoriques portant sur les cours dont l'annexe II du

présent arrêté détermine l'année d'études ultime pendant laquelle ils doivent avoir été dispensés. Un cours dispensé dans une année déterminée doit faire l'objet d'une épreuve à la fin de cette année.

2° - Les épreuves pratiques suivantes :

- en 1ère année, deux épreuves portant sur les soins infirmiers généraux et/ou sur les soins infirmiers aux personnes âgées;
- en 2ème année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), deux épreuves portant l'une, sur les soins infirmiers en médecine et l'autre, sur les soins infirmiers en chirurgie;
- en 2ème année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie;
- en 3ème année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers généraux ou aux personnes âgées;
- en 3ème année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie.

**Article 10.** – [...] *Abrogé par D. 17-07-2013*

**Modifié par D. 17-07-2013**

**Article 11. - § 1er.** Sont déclarés lauréats des examens de 1ère et de 2ème année, les élèves ayant obtenu au moins :

- a) 50 % des points dans chacune des épreuves;
- a') 60 % des points attribués à l'évaluation continue de l'enseignement clinique. Cette évaluation doit se baser au minimum sur les rapports de soins que sont amenés à rédiger les élèves à raison en moyenne d'un rapport par cent périodes de stages ; *[inséré par D. 17-07-2013]*
- b) 60 % des points attribués à l'ensemble constitué par l'évaluation continue comme définie au point a') et par les deux ou trois épreuves pratiques selon le cas. L'évaluation continue et l'ensemble des deux ou trois épreuves pratiques selon le cas sont à prendre en considération avec un coefficient de pondération identique;
- c) 50 % des points attribués à l'ensemble de l'examen.

**§ 2.** Sont déclarés lauréats de l'examen final, les élèves ayant obtenu au moins :

- a) 50 % des points dans chacune des épreuves;
- a') 60 % des points attribués à l'évaluation continue de l'enseignement clinique. Cette évaluation doit se baser au minimum sur les rapports de soins que sont amenés à rédiger les élèves à raison en moyenne d'un rapport par cent périodes de stages ; *[inséré par D. 17-07-2013]*
- b) 60 % des points attribués à l'ensemble constitué par l'évaluation continue comme définie au point a'), les trois épreuves pratiques et un travail de synthèse démontrant la capacité de l'élève à atteindre le premier objectif intermédiaire "savoir-faire de 3ème année" repris à l'annexe I du présent arrêté;
- c) 60 % des points attribués à l'ensemble de l'examen final.

La cotation de l'ensemble visé au point b) ci-dessus est à calculer en prenant en considération un coefficient de pondération de :

- 20 % pour le travail de synthèse;
- 35 % pour l'évaluation continue;
- 45 % pour l'ensemble des trois épreuves pratiques.

§ 3. Le Conseil de classe détermine souverainement la liste des épreuves de deuxième session. *[remplacé par D. 17-07-2013]*

### CHAPITRE III - Des stages et de la protection sanitaire

#### *Modifié par D. 17-07-2013*

**Article 12. - § 1er.** Sauf en cas de force majeure à apprécier par le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions, les stages ne sont pas organisés pendant les vacances d'hiver, les vacances de printemps et les vacances d'été.

§ 2. Les règles suivantes sont d'application aux stages :

1°) au cours de la 1ère et de la 2ème année d'études, l'heure du début et celle de la fin du stage ne peuvent être séparées que par un maximum de 10 heures;

2°) au cours de la 3ème année d'études, 50 % au minimum des stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités concernés;

3°) seulement au cours de la 2ème et de la 3ème année d'études, des stages peuvent être organisés pendant le week-end et ce à concurrence de 11 week-ends au maximum répartis sur deux années d'études.

§ 3. Les règles suivantes sont d'application aux stages accomplis la nuit:

1°) au cours de la 1ère et de la 2ème année d'études, aucun stage ne peut être organisé la nuit;

2°) au cours de la 3ème année d'études, entre quatre et huit services de nuit doivent être organisés;

3°) chaque prestation nocturne doit avoir une durée de huit heures au minimum;

4°) au cours du stage nocturne, l'élève doit être placé sous la surveillance effective d'un(e) infirmier(e) présent(e) dans le service ou unité concerné(e).

§ 4. Le stage de jour comme de nuit ne peut, en aucun cas, empêcher l'élève d'assister aux cours, ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

#### *Modifié par D. 17-07-2013*

**Article 13.** - Les élèves sont soumis chaque année au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmier(e)s. Le Ministres ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de déterminer les modalités de ce contrôle.

### CHAPITRE IV - Des jurys [...] *Abrogé par D. 27-10-2016*

**Articles 14 à 20.** - [...] *Abrogés par D. 27-10-2016*



---

**CHAPITRE V - Dispenses**

**Article 21.** - le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions peut dispenser des conditions d'admission, de l'interrogation sur certaines matières du programme et de l'observation des prescriptions relatives à la durée des études, le candidat qui justifie avoir subi avec succès, en Belgique ou à l'étranger, des épreuves équivalentes.

**CHAPITRE VI - Dispositions finales**

*Modifié par D. 17-07-2013*

**Article 22.** - L'Inspection pédagogique des cours et des stages est assurée par les services d'Inspection du Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions.

**Article 23.** - Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1994 pour les écoles et au 1er janvier 1995 pour le Jury, progressivement, année par année et abroge au fur et à mesure l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet, l'arrêté royal du 9 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession, l'arrêté royal du 16 juillet 1965 fixant le programme des examens pour l'obtention du brevet d'infirmier et d'infirmière et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993 relatif aux brevets d'enseignement professionnel secondaire complémentaire - section nursing.

Bruxelles, le 6 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française  
chargée de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

**ANNEXE I**  
**A L'ARRETE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE**  
**FRANCAISE FIXANT LES CONDITIONS DE COLLATION DU BREVET**  
**D'INFIRMIER(E) HOSPITALIER(E) ET D'INFIRMIER(E)**  
**HOSPITALIER(E) - ORIENTATION SANTE MENTALE ET PSYCHIATRIE.**

**OBJECTIFS DE LA FORMATION**

**1. Objectifs finaux**

Au terme de sa formation, l'infirmier(e) hospitalier(e) sera capable d'assumer les responsabilités inhérentes à sa profession, c'est-à-dire :

- d'identifier les besoins de santé individuels ou communautaires;
- de promouvoir la santé et prévenir la maladie;
- de planifier - coordonner - prodiguer - évaluer les soins infirmiers en se référant à une démarche de résolution de problèmes;
- de participer à l'élaboration, à la rédaction et à l'évaluation du dossier infirmier ou de tout autre support de données;
- de maîtriser la dispensation des soins infirmiers par une approche responsable, créative, globale de l'individu;
- de collaborer
  - à l'établissement du diagnostic par le médecin ou à l'application du traitement avec discernement dans le respect de la prescription médicale;
  - à l'organisation des services infirmiers et à l'éducation à la santé.

**2. Objectifs intermédiaires**

Cette formation permettra à l'étudiant(e) d'acquérir un savoir, un savoir-faire et de développer un savoir-être et un savoir devenir.

1ère ANNEE	2ème ANNEE	3ème ANNEE
<b>SAVOIR</b>		
1. Définir le rôle et les responsabilités de l'infirmier(ère) dans le système de santé	1. Développer la connaissance du rôle et des responsabilités de l'infirmier(ère) dans le système	1. Intégrer dans sa pratique journalière la connaissance du rôle et des responsabilités de l'infirmier
2. Acquérir les connaissances théoriques de base nécessaires à la compréhension du fonctionnement de l'individu sain.	2. Connaître et comprendre les problèmes de santé les plus fréquents et apporter les réponses infirmières adaptées de santé	2. Utiliser les connaissances en sciences infirmières permettant d'appréhender une situation de santé complexe, en secteur hospitalier et extra-hospitalier.



1ère ANNEE	2ème ANNEE	3ème ANNEE
<b>SAVOIR-FAIRE</b>		
<p>1. Appliquer une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers pour répondre aux besoins de base du client/patient.</p> <p>2. Acquérir une gestuelle de base des soins infirmiers.</p> <p>3. Analyser la participation de l'infirmière au travail d'une équipe pluridisciplinaire.</p>	<p>1. Appliquer une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers pour répondre aux principaux besoins de santé perturbés du client/patient.</p> <p>2. Développer et adapter la gestuelle aux situations de soins les plus fréquentes.</p> <p>3. Participer au travail d'une équipe pluridisciplinaire.</p>	<p>1. Appliquer une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers pour répondre aux besoins du client/patient dans une situation de santé complexe en secteur hospitalier et extra-hospitalier.</p> <p>2. Maîtriser la gestuelle professionnelle.</p> <p>3. S'intégrer dans les activités d'une équipe pluridisciplinaire.</p>
<b>SAVOIR-ETRE</b>		
<p>1. Etablir une relation attentive au client/patient, à son entourage et avec l'équipe.</p> <p>2. Respecter les règles déontologiques.</p>	<p>1. Adopter une attitude professionnelle dans les situations rencontrées.</p> <p>2. Respecter les règles déontologiques et développer une réflexion vis-à-vis des problèmes éthiques</p>	<p>1. Etablir une relation favorisant la "santé-bien-être" du client/patient et de son entourage.</p> <p>2. Intégrer dans son activité professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les règles déontologiques et légales;</li> <li>- un questionnement éthique.</li> </ul>



**ANNEXE II**  
**A L'ARRETE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE**  
**FRANCAISE FIXANT LES CONDITIONS DE COLLATION DU BREVET**  
**D'INFIRMIER(E) HOSPITALIER(E) ET D'INFIRMIER(E)**  
**HOSPITALIER(E) - ORIENTATION SANTE MENTALE ET PSYCHIATRIE.**

PROGRAMME MINIMUM

**1. Enseignement théorique**

	1ère	2ème	3ème
<b>A) SCIENCES INFIRMIERES</b>			
1. Orientation et éthique de la profession	X	X	X
2. Principes généraux de santé et soins infirmiers	X		X
3. Principes de soins infirmiers appliqués aux personnes saines et/ou malades et/ou handicapées en secteur hospitalier et en secteur extra-hospitalier			
3.1. Soins généraux	X		
3.2. Médecine générale et spéc. médicales		X	X
3.3. Chirurgie générale et spéc. chirurgicales		X	X
3.4. Puériculture et pédiatrie	X	X	
3.5. Hygiène et soins à la mère et au nouveau-né		X	
3.6. Santé mentale et psychiatrie		X	X
3.7. Soins aux personnes âgées et gériatrie	X	X	X
3.8. Soins à domicile			X
<b>B) SCIENCES FONDAMENTALES</b>			
1. Anatomie - physiologie (biophysique, biochimie)	X		
2. Pathologie (notions générales de symptomatologie, des méthodes diagnostiques, dont la radiologie et des thérapeutiques)			
2.1. Médecine générale et spéc., y compris gériatrie		X	X
2.2. Chirurgie générale et spéc.		X	X
2.3. Pédiatrie		X	
2.4. Obstétrique et gynécologie		X	
2.5. Psychiatrie	(X)	X	X
3. Bactériologie, virologie et parasitologie	X		
4. Diététique	X		X
5. Hygiène			
5.1. Etude de l'environnement	X		
5.2. Hygiène professionnelle et hospitalière	X	X	
5.3. Prévention et prophylaxie		X	
6. Pharmacologie	X		



---

	1ère	2ème	3ème
<b>C) <u>SCIENCES SOCIALES</u></b>			
1. Sociologie			X
2. Psychologie et psychologie appliquée	X	X	X
3. Principes d'administration			X
4. Principes d'enseignement et éducation pour la santé		X	X
5. Législation sociale et sanitaire			X
6. Aspects juridiques de la profession			X
<b>2. <u>Enseignement clinique</u></b>	X	X	X

(X) Concerne uniquement l'orientation santé mentale et psychiatrie.